

Zeitschrift: Le messenger suisse : revue des communautés suisses de langue française
Herausgeber: Le messenger suisse
Band: - (1992)
Heft: 44

Artikel: Une course à la "misère" : EEE : peu d'argent pour un vote historique
Autor: Diesbach, Roger de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-848124>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Une course à la "misère"

EEE : peu d'argent pour un vote historique

par Roger de Diesbach / BRRI



Fauchés, les partisans comme les adversaires de l'Espace Economique Européen (EEE) s'affirment "pauvres comme Job". Et ne voient des millions que dans les poches de ceux d'en face. En réalité, les anti-EEE disposent de 2,8 millions de frs.s. et les pro-EEE de quelque 3,5 millions. Ces chiffres ne tiennent pas compte de la douzaine de millions consacrés à l'information européenne par la Confédération et les cantons, des sommes qui militent plutôt pour le "oui". Outre ces fonds publics, le vote historique sur l'Europe ne draine pas plus d'argent qu'une votation normale.

S'il est possible d'estimer la fortune des pro et des anti-EEE, il est bien plus difficile de chiffrer le travail des particuliers, entreprises, associations et partis politiques et l'engagement de la presse qui, en Romandie, soutient massivement l'EEE. D'autant plus que Martin Chevallaz, qui mène la campagne romande du "non", constate avec ravissement que le matraquage de la presse en faveur de l'EEE provoque un phénomène de rejet et commence à servir sa cause.

Conclusion générale : les partisans de l'EEE ont plus d'argent

à disposition que leurs adversaires, surtout si l'on ajoute les fonds publics. Les deux parties ont un point commun : ils détestent parler d'argent.

L'argent des "oui"

La campagne en faveur de l'EEE est orchestrée par la Wirtschaftsförderung (WF), l'organisation faïtière de l'économie suisse, dont le pendant romand est la Société pour le Développement de l'Economie Suisse (SDES). De combien d'argent la WF dispose-t-elle pour l'EEE ? "Nous en cherchons encore, répond Christian Beusch, à la WF.

Mais deux éléments freinent la collecte: les difficultés actuelles de l'économie et les très nombreuses votations de ces derniers mois qui ont déjà obligé les entreprises à passer à la caisse. Pensez aux votations sur l'assurance-maladie, sur la technologie génétique, sur le droit de timbre. L'économie suisse donne moins pour l'EEE qui la touche moins directement". Le responsable de la WF finit quand même par avouer qu'il dispose de 2,5 millions pour la campagne EEE.

Une bonne partie de l'argent de la WF ira soutenir les comités

pro-EEE constitués dans chaque canton, souvent sous la houlette des chambres de commerce locales. Ces comités recevront de 40.000 à 80.000 frs.s., selon l'importance du canton. La majorité de cette somme sera engagée dans des frais d'annonces à paraître dans la presse cantonale. Les comités cantonaux recueillent en plus des dons, entre 2.000 et 30.000 frs.s. par canton, disons 200.000 frs.s. au total.

La WF finance les comités "oui à l'EEE" qui publient des argumentaires, articles et brochures.

"Très décevant"

Différentes organisations soutiennent également l'EEE. Il s'agit de l'Union Européenne Suisse qui investira quelque 200.000 frs.s. pour des conférences et des publications. Comment Andreas Eggenberg, secrétaire général de cette union, juge-t-il le peu d'enthousiasme de l'économie privée en faveur de l'EEE ? "C'est très décevant mais compréhensible. De grandes entreprises soutiennent l'EEE, mais se sont déjà assurées : en cas de rejet, elles déplaceront leur siège dans un autre pays européen où elles disposent déjà de succursales". Les anti-EEE tempèrent cette déception en soulignant que de nombreuses entreprises, des banques, des assurances et l'industrie des machines, mènent des campagnes maison en faveur de l'EEE.

Le Groupe de Travail Suisse-Europe du Bâlois Félix Auer, le Forum Suisse-EEE, des instituts universitaires se sont engagés pour le "oui" avec des moyens modestes. L'Union Syndicale Suisse et ses plus importantes fédérations, la FTMH par exemple, lanceront moins d'un demi-million dans la campagne, contribution du parti socialiste comprise. C'est peu, mais mieux que le PDC qui n'a pas ouvert de

budget spécial et le parti radical qui espère que la WF lui donnera quelque chose pour défendre l'EEE.

Les sous des "non"

La fortune des opposants se monte à 1,3 million pour l'A.S.I.N. (Association pour une Suisse Indépendante et Neutre, de Christoph Blocher et Martin Chevallaz) et 1,5 million pour le Comité d'action suisse contre la tutelle EEE et CE, des députés Jean-Pierre Bonny, Walter Frey, Suzette Sandoz et Bernard Rohrbasser. Selon les pro-EEE pourtant, leurs adversaires auraient

accumulé des fortunes et l'importateur de voitures Walter Frey aurait mis des millions dans la bagarre. "C'est de la mauvaise foi, répond Walter Frey, n'importe quoi. C'est comme si j'affirmais que vous avez tué votre soeur. Notre comité a un budget de 1,5 million qui n'est pas encore couvert par les dons reçus. En réalité, c'est David et Goliath."

Christoph Blocher reconnaît que l'A.S.I.N. a doublé le nombre de ses adhérents en une année (35 francs par membre) et enregistre une cinquantaine de nouveaux membres par jour.

Mais l'A.S.I.N. ne dispose pour l'instant que de 1,3 million.

Selon Blocher, Chevallaz, Frey ou Bonny, pour calculer la fortune de leurs adversaires, il faut additionner la fortune de la WF et les millions de fonds publics lancés dans la campagne. Des fonds qui, selon eux, permettent de financer une "vaste campagne de propagande et de désinformation". Pour les partisans de l'EEE comme Christoph Beusch, c'est le contraire : "l'information officielle manque de feu sacré". ■

Le soutien public : 12 millions

La Confédération a lancé 5,9 millions de frs.s. dans la campagne. De cette somme, 3,475 millions ont déjà été débloqués par les Chambres fédérales et 2,5 millions devraient prochainement être attribués à la Chancellerie fédérale, notamment pour publier à quelque 5 millions d'exemplaires la brochure d'explication envoyée aux électeurs avant chaque votation. Le Conseil fédéral jure qu'il ne s'agit aucunement de campagne gouvernementale ou de propagande, mais simplement de l'accomplissement de sa mission d'information. Une partie des 3,475 millions a permis de financer des mandats confiés à des maisons de relations publiques. Advico Young and Rubicam à Zurich a reçu le gros morceau de ce gâteau. En outre, la Confédération distribue une large documentation sur l'EEE, de l'information pour les écoles et des articles de presse pour les médias. Berne finance aussi le fameux téléphone-Europe et une exposition itinérante.

Hors budget, il y a les 25 salaires du Bureau de l'intégration européenne, soutenu dans son travail par tous les chefs de presse de la Confédération. Soit quelque 2,5 millions. Les anti-EEE dénoncent les multiples conférences données gratuitement par des fonctionnaires et le secrétaire d'Etat Franz Blankart, accompagné d'un secrétaire. Les euro-délégués des 26 cantons suisses coûteraient 3,6 millions de francs, avec secrétaires, bureaux et brochures. Au total, 12 millions de fonds publics seront consacrés à l'information EEE. Impossible de chiffrer la part de la propagande.

L'USAM : le grand absent

Dans la plupart des votations, la puissante Union Suisse des Arts et Métiers (USAM) joue un rôle déterminant. Mais l'USAM est jusqu'ici totalement absente de la campagne EEE. Alors que sa base a pris position en faveur de l'Espace Economique Européen, l'appareil de cette organisation de la petite et

moyenne entreprise suisse ne bouge pas et opte pour l'inaction.

Son directeur, Pierre Triponez, personnellement opposé à l'EEE, confirme que l'USAM ne s'est pas lancée financièrement dans la campagne EEE. Son comité directeur a décidé, le 27 octobre dernier, de ne pas changer d'attitude. L'USAM ne donnera pas d'argent à la WF, laissant son directeur, Paul Triponez, apprécier les demandes qui pourraient lui être faites... Pierre Triponez rappelle que l'EEE avait été approuvé de justesse par l'assemblée de l'USAM, par 54% de oui, 1% d'abstentions et 45% de non. L'enthousiasme est pour le moins timide. Il n'est pas plus chaud dans les cantons où des membres de l'USAM refusent jusqu'ici de livrer leurs listes d'adresses aux comités pro-EEE.

A la direction de la Wirtschaftsförderung, on juge les réticences de l'USAM "pas normale". ■